

Guide on Gender-Sensitive Labour Migration Policies



Athènes, le 18 mai. Eva Biaudet, Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains, et Goran Svilanovic, Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, présentent la nouvelle publication lors d'une table ronde.

Un guide attendu de longue date pour des politiques de migration de travail sensibles aux différences entre les sexes

Le document de l'OSCE intitulé « *Guide on Gender-Sensitive Labour Migration Policies* » vient d'être publié et fait actuellement l'objet d'une large diffusion auprès des dirigeants, des parlementaires et des planificateurs dans l'espace de l'OSCE – et ce n'est pas trop tôt : malgré la « féminisation des migrations », une tendance mondiale qui ne donne aucun signe d'affaiblissement, les dirigeants n'ont pas accordé aux besoins spécifiques des travailleuses migrantes l'attention qu'ils méritent.

« Les femmes représentent environ la moitié des 200 millions de migrants dans le monde entier et jouent un rôle de plus en plus important dans la vie économique de leurs pays d'origine et d'accueil », dit Goran Svilanovic, Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE. « Or, les acquis potentiels et les opportunités professionnelles et économiques leur échappent, car les migrantes se

retrouvent du côté des perdants à toutes les phases du processus de migration et sur le marché du travail stratifié selon le sexe ».

Un certain nombre de facteurs alimentent cette situation, notamment les politiques de migration de travail qui ne tiennent pas compte des différences entre les sexes, l'accès limité des femmes aux possibilités de travail légal à l'étranger et les rôles stéréotypés des hommes et des femmes sur les lieux de travail.

« La plupart des femmes qui migrent, y compris celles qui sont qualifiées pour des emplois relativement bien rémunérés, finissent par travailler dans des secteurs informels traditionnellement dominés par les femmes où, souvent, elles ne sont pas protégées par la législation du travail et ne bénéficient pas du filet de protection sociale. Cela les rend vulnérables à la discrimination, aux mauvais traitements, à l'exploitation et à la traite », dit Eva Biaudet, Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains.

Le Guide cite plusieurs études montrant que les emplois les plus « féminisés », pour lesquels il existe une forte demande dans les pays hôtes, concernent les soins infirmiers, l'éducation, l'assistance domestique et l'assistance aux personnes, les services d'accueil, l'habillement et les travaux agricoles saisonniers.

Dans le Guide, il est notamment recommandé concrètement aux gouvernements :

- D'évaluer les besoins de main-d'œuvre étrangère en examinant les données sur les secteurs du marché du travail intéressant plus particulièrement les femmes, y compris les travaux domestiques et les services liés à l'assistance aux personnes, de façon que les politiques d'admission correspondent mieux aux besoins dans ces domaines particuliers.
- De créer des voies de migration permanentes et temporaires assurant l'égalité d'accès aux femmes. Des systèmes de points pourraient par exemple tenir compte comme il convient du rôle des femmes dans la fourniture de soins de santé primaire.
- De permettre aux travailleuses migrantes de changer de lieu d'emploi afin d'être moins dépendante d'un employeur particulier.
- De fournir aux travailleuses migrantes potentielles des services préalables à l'emploi et à leur départ de leur pays d'origine.
- D'élaborer des codes d'éthique pour le recrutement.
- De favoriser l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services financiers et d'établir des services de transfert peut coûteux.

« En recensant les lacunes dans les politiques de migration, en explorant les solutions possibles et en exposant des exemples de

Les politiques de migration de travail sensibles aux différences entre les sexes :

- Tiennent compte du fait que les hommes aussi bien que les femmes migrent pour des raisons économiques et pour trouver un meilleur emploi, mais qu'ils vivent très différemment l'expérience de la migration ;
- Prennent en compte les facteurs enracinés dans la division du travail par sexe et les rapports de force entre les hommes et les femmes ;
- Se fondent sur une analyse des problèmes propres à chaque sexe, utilisent des données ventilées par sexes et tiennent compte de ceux qui profitent de ces politiques et de ceux qui n'en profitent pas ; et
- Comportent des mesures spécifiques en faveur des femmes en favorisant l'égalité des chances, des droits et des obligations.
- Établissent une série de programmes de réinsertion en faveur de divers groupes de migrantes et assurent un processus de retour sans problème.

bonnes pratiques et des modèles innovants, ce guide s'efforce de soutenir et de renforcer la contribution des travailleuses migrantes, d'assurer une plus grande égalité dans l'emploi entre les hommes et les femmes et de permettre à ces dernières de sortir de l'ombre du secteur informel », dit Jamila Seftaoui, Conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité des sexes.

« Nous espérons que l'approche transdimensionnelle adoptée dans le Guide contribuera beaucoup à aider les États participants et les partenaires pour la coopération à s'acquitter de leurs engagements

concernant les migrations économiques, l'égalité entre les sexes et la lutte contre la traite des êtres humains ».

Le Guide intitulé « Guide on Gender-Sensitive Labour Migration Policies » a été établi conjointement par le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, le Bureau de la Représentante spéciale et Coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains et la Section de la parité des sexes de l'OSCE. Il a pu être publié grâce au soutien financier apporté par la Grèce, la Finlande et la Slovaquie. Une version russe du Guide est en préparation.

« L'histoire des migrations en Arménie présente de multiples facettes, avec des tendances qui évoluent constamment. Nous avons constaté leurs incidences négatives sous la forme d'un exode des cerveaux, mais aussi leur aspect positif sous la forme de transferts affluant dans le pays, qui ont amélioré la situation économique difficile de nombreuses familles.

Bien qu'il nous reste encore à évaluer pleinement les incidences de ce phénomène, il convient de répondre d'urgence à certaines préoccupations : premièrement, de plus en plus de femmes dirigent maintenant des ménages parce que leur mari travaille à l'étranger pendant de longues périodes ou sur une base saisonnière.

Deuxièmement, les femmes, en particulier les jeunes à la recherche d'emplois hors du pays pour améliorer leur possibilité de carrière ou soutenir leur famille restée à la maison, se trouvent parfois piégées dans des situations où elles sont

exploitées sexuellement ou pour leur travail.

Dans ces conditions, en Arménie, nous accorderons certainement beaucoup d'attention au « Guide on Gender-Sensitive Labour Migration Policies » publié par l'OSCE. Je suis convaincue que le Gouvernement jugera qu'il s'agit d'un outil utile dans les efforts qu'il déploie pour élaborer des politiques de migration sensibles aux différences entre les sexes, concevoir une stratégie qui en tient compte et définir des mesures et des activités pour la phase suivante du Plan national d'action de l'Arménie contre la traite des êtres humains.

J'ai l'espoir que l'OSCE envisagera sérieusement de consacrer un projet à l'évaluation de l'aspect des migrations touchant aux différences entre les sexes et ses incidences sur le développement dans le Caucase du Sud. »



Athènes, le 18 mai 2009. Dziunik Aghajanian, chef du Département des organisations internationales au Ministère arménien des affaires étrangères, lors d'une table ronde organisée à l'occasion du lancement du Guide



Athènes, dix-septième Forum économique et environnemental de l'OSCE, 18-20 mai 2009. « La crise financière et économique mondiale appelle une approche plus ciblée et plus coordonnée de la gestion des migrations par la communauté internationale », a dit la Présidente en exercice de l'OSCE, Dora Bakoyannis, Ministre grecque des affaires étrangères, lors du Forum.



Promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les forces de l'ordre et encourager les femmes à s'impliquer dans les groupes consultatifs de citoyens, tels sont les principaux objectifs du programme d'assistance à la police mené avec l'appui de l'OSCE en Arménie. Photo: OSCE/Karen Minasyan

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

www.osce.org
www.osce.org/publications
e-mail: oszemagazine@osce.org